



## Apprentissage: la campagne 2017-2018 débute mal

Paris, 27 nov. 2017 (AFP) -

Après avoir repris des couleurs ces deux dernières années, l'apprentissage connaît un mauvais début de campagne 2017-2018, avec une baisse de 0,8% des entrées, selon des données provisoires mises en ligne lundi par le ministère du Travail.

Quelque 119.000 jeunes ont signé un contrat d'apprentissage entre juin et septembre, contre 120.000 sur la même période en 2016, selon les chiffres de la Dares, service des statistiques du ministère.

La campagne d'apprentissage, sorte d'année scolaire du dispositif, commence en juin et finit en mai. Les deux dernières campagnes s'étaient soldées par des hausses des entrées (+2,0% en 2016-2017 et +3,0% en 2015-2016), qui succédaient à deux campagnes de baisse (-3,0% en 2014-2015 et -5,7% en 2013-2014).

Cette année, le début de la campagne est plombé par un mauvais mois de septembre, qui n'a vu affluer que 59.400 nouveaux apprentis, contre 65.300 en septembre 2016 (-9,2%). Les entrées dans le dispositif suivent une progression cyclique, avec des pics à la rentrée scolaire. Septembre et octobre sont traditionnellement les deux plus gros mois.

La baisse est essentiellement imputable au secteur privé, où les entrées en apprentissage ont reculé de 1,2% depuis le début de la campagne, de 9,7% sur le seul mois de septembre.

Dans le secteur public, en revanche, les entrées restent en forte hausse : +11,4% depuis le début de campagne, +3,7% en septembre.

La forte progression dans le public s'inscrit dans une tendance engagée en 2015 (+39,2% en 2015-2016 et +12,3% en 2016-2017). Elle s'explique par la politique volontariste mise en oeuvre sous le quinquennat Hollande en faveur de l'apprentissage dans la fonction publique d'Etat, où l'objectif était d'atteindre des effectifs de 10.000 apprentis fin 2017, contre quelques centaines auparavant.

Malgré cette dynamique dans le public, le privé emploie toujours la quasi-totalité des apprentis (95%).

Accessible aux jeunes de moins de 25 ans, l'apprentissage est une formation initiale qui alterne cours théoriques et périodes en entreprise. Le dispositif est jugé efficace pour l'insertion professionnelle, mais souffre d'une image dégradée.

Le gouvernement prépare une réforme pour rendre le dispositif plus attractif, en levant "une trentaine de freins" à son développement et en impliquant davantage les entreprises dans l'élaboration des formations. Une concertation avec les partenaires sociaux, les régions et les chambres consulaires est en cours et doit aboutir à un projet de loi au printemps.

jah/cel/nm

Afp le 27 nov. 17 à 18 29.